

ils ne vont même plus pouvoir fêter Noël, les enfants n'auront pas leur porridge et leurs grands-mères ne pourront pas boire leur thé sans avoir à déboursier davantage. Voilà le progrès qu'offre ce gouvernement, et c'est le résultat final de ce qu'il fait.

Comment peut-on prendre cette mesure au sérieux? Comment peut-on accepter que cela constitue la bonne réponse aux Américains pour qu'ils disent: «Oh mon Dieu, ces Canadiens peuvent vraiment se montrer fermes quand ils veulent?» Le gouvernement va imposer un peu plus les flocons d'avoine. Nos chevaux et les personnes qui prennent un peu de gruau le matin vont devoir le payer plus cher.

Le ministre et son gouvernement ont eu un autre brillant trait de génie en réimposant un droit sur le matériel informatique qu'ils venaient de supprimer en janvier. Le gouvernement nous répète qu'il faut être plus productif, plus compétitif et qu'il faut fournir un meilleur rendement dans ce secteur. Mais que fait-il maintenant aux fabricants canadiens? Il impose un droit sur la gamme de matériel informatique qui est indispensable à la survie de ces fabricants. Et encore, il va réviser cette décision. Chacun ignore donc ce que fera le gouvernement. Nous sommes dans l'incertitude la plus totale.

Entre-temps, qu'arrivera-t-il aux travailleurs? Quel sera le sort de ceux qui ont manifesté en fin de semaine dernière afin de conserver leurs emplois? Nous n'avons pas cessé de nous demander pourquoi le premier ministre n'invoquait pas ses présumées relations privilégiées avec le président américain. Il s'est attelé à la tâche il y a 15 mois. Il s'est vanté d'être seul à connaître la formule magique qui ouvre les portes de la Maison Blanche. Dès la première épreuve, cependant, alors que les Canadiens réclament pour la première fois que le premier ministre se serve de son téléphone pour entrer en communication spéciale avec le président, il prend peur et refuse net. Alors que depuis 15 mois il cède sur tous les plans: Agence d'examen des investissements étrangers, Programme énergétique national, produits pharmaceutiques et publications, tous des secteurs importants pour le Canada. Alors que le moment est enfin venu jouer, que fait le premier ministre?

M. Ouellet: Il disparaît. Il n'est pas à la Chambre aujourd'hui.

M. Axworthy: Il est sans doute en train de compter ses jetons. Le premier ministre a fait appel à un autre grand principe, en disant qu'il consulterait les premiers ministres provinciaux sur le libre-échange. C'est l'ère nouvelle de la conciliation et de la consultation. Le premier ministre s'entretient ce soir avec ses homologues provinciaux, mais que fait-il cet après-midi? On nous annonce un train de mesures sur lesquelles on ne s'est pas donné la peine de consulter les provinces. La position que les premiers ministres de l'Ouest ont exposée en fin de semaine dernière dans leur communiqué n'est-elle pas logique? Excédés, ils estiment qu'il n'y a pas d'autre issue que d'exiger l'arrêt de toute mesure compensatoire, sinon nous suspendrons les négociations.

• (1650)

Le ministre des Finances (M. Wilson) a traité les premiers ministres provinciaux de défaitistes. Il emploie le même langage que le gouvernement à l'endroit du président des États-Unis il y a une semaine.

Déclarations de ministre

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Cette expression est de votre cru.

M. Axworthy: Je l'ignore. Mais j'ai entendu le premier ministre Getty dire dimanche, à la télévision, qu'il voulait la suspension des pourparlers si un moratoire sur les droits compensateurs n'était pas décrété. Le ministre des Finances s'est dissocié du premier ministre Getty en le traitant de défaitiste. On peut accuser les premiers ministres provinciaux de tout ce qu'on voudra, mais certainement pas de ne pas être venus ici négocier de bonne foi. En revanche, le gouvernement ne leur rend pas la pareille. On les met simplement devant une série d'actions ponctuelles et désordonnées, inspirées par la panique.

Aucune cohérence politique n'encadre les négociations sur le libre-échange. Le gouvernement ne sait pas sur quel pied danser. Il réagit différemment d'un jour à l'autre, usant de tous les artifices possibles pour tenir le coup 24 heures de plus.

Le ministre des Finances devrait nous dire pourquoi il n'invoque pas les dispositions de la Loi sur le soutien de l'emploi pour aider vraiment les travailleurs de la Colombie-Britannique que le gouvernement a abandonnés à leur sort. En 1971, lorsque le président Nixon a imposé une surtaxe de 10 p. 100, le gouvernement libéral précédent a déposé la Loi de soutien de l'emploi, remplissant ainsi son engagement de soutenir les industries touchées par cette mesure. Les gens ont conservé leur emploi et leurs industries. Il n'y avait pas de moyens plus clairs pour faire comprendre aux Américains que nous n'allions pas battre en retraite en laissant tomber nos travailleurs et nos institutions.

Que fait le gouvernement à ce sujet? Pourquoi ne crée-t-il pas un comité chargé de s'assurer, grâce aux consultations voulues avec l'industrie et les travailleurs, que le gouvernement leur permettra de conserver leur gagne-pain? Il n'est absolument pas question de cela dans la déclaration du ministre. On parle simplement de s'en prendre aux importations de thé, de flocons d'avoine et d'arbres de Noël. Ce sera là sa réponse courageuse aux Américains. C'est ainsi que le gouvernement raisonne. Il ne se préoccupe absolument pas du long terme; il se demande simplement comment il peut s'empresse de mettre certaines choses sur la table aujourd'hui, puis changer d'avis le lendemain.

Ce qui est peut-être encore plus grave, c'est que le ministre ait également prétendu dans sa déclaration qu'il n'y a aucun lien entre cette mesure et les droits compensateurs auxquels nous devons faire face dans le cas du bois d'oeuvre, une industrie de 3 ou 4 milliards de dollars qui donne de l'emploi à des dizaines de milliers de travailleurs au Canada, et non simplement aux 4,000 qui perdent, à l'heure actuelle, leur emploi. Si c'est là ce que pense le gouvernement et si c'est là le genre d'exemple qu'il entend donner, alors que Dieu nous vienne en aide.

Manifestement, il y a un lien entre les deux décisions et les Américains s'en rendent compte. De toute évidence, le gouvernement devrait agir à ce sujet immédiatement et il lui incombe de presser le président Reagan de rejeter publiquement la demande d'application de droits compensateurs sur le bois d'oeuvre. Pourtant, on n'en souffle mot dans la déclaration du ministre. Il fait tout simplement comme si le problème ne se posait pas. Il pratique la politique de l'autruche et ne prend pas